

L'Inde renonce à un projet de mine de bauxite menaçant la montagne sacrée de la tribu des Dongria Kondh

AFP/BEN STANSALL

Des opposants à la mine de bauxite voulue par le géant britannique Vedanta, le 28 juillet, déguisés à la mode du film Avatar pour symboliser la nécessaire protection des populations locales en Inde.



Les défenseurs de l'environnement et des populations tribales viennent de remporter leur première grande bataille contre les conglomérats miniers : mardi 24 août, Jairam Ramesh, le ministre indien de l'environnement et des forêts, a refusé au géant britannique Vedanta, contrôlé par le milliardaire indien Anil Agarwal, l'ouverture d'une mine de bauxite dans l'Etat de l'Orissa.

Le ministre a justifié sa décision par de *"très sérieuses violations"* des droits des populations locales et de la loi de protection des forêts. Début août, le Comité indien sur les forêts (FAC) s'est prononcé contre le projet. Selon cet organisme gouvernemental, la création d'une mine à ciel ouvert aurait eu de graves conséquences sur l'environnement, *"altérant drastiquement"* l'écosystème et l'approvisionnement en eau de la région, et menaçant la survie des populations locales, obligées de se déplacer. Les 8 000 membres de la tribu des *Dongria Kondh* vénèrent la montagne Niyamgiri, où la mine devait être exploitée, car ils considèrent qu'elle abrite leur dieu Niyam Raja.

N. C. Saxena, le directeur du FAC, a regretté qu'une première autorisation ait été délivrée en 2005, en violation des lois indiennes de protection des forêts, et dénoncé la *"forte collusion"* entre le

gouvernement de l'Etat de l'Orissa et Vedanta. Aussitôt après l'annonce ministérielle, le groupe industriel, qui a déjà investi 4,3 milliards d'euros dans la région, a annoncé être à la recherche d'un autre site d'extraction de bauxite pour alimenter son usine d'aluminium, construite en 2008 à proximité de la montagne Niyamgiri. Dans cette région riche en minerais, de nombreux projets attendent le feu vert du gouvernement, comme la construction d'une usine sidérurgique par le groupe sud-coréen Posco, moyennant 9,5 milliards d'euros d'investissement. En tout, plus de cent projets miniers ont été annulés ou retardés par le ministre de l'environnement et des forêts.

"RÉGLEMENTATION CLAIRE"

L'Inde est prise en tenaille entre sa croissance économique, qui exige une augmentation de la production de minerais, et la lutte contre le changement climatique, qui implique la préservation de ses forêts. Le Ministère de l'environnement a déjà identifié plusieurs zones forestières à protéger, sanctuarisant ainsi le quart des réserves minérales du pays.

Le gouvernement cherche également à ménager les droits des populations locales pour empêcher la progression de la guérilla naxalite, qui a déjà fait 800 morts depuis le début de l'année et se nourrit du mécontentement des paysans et des tribus expropriés par de grands projets industriels.

"Pour continuer à exploiter nos ressources naturelles, nous avons besoin d'une réglementation claire", écrivait, mercredi, le quotidien *Indian Express*. Or la loi de régulation des exploitations minières, vieille d'un demi-siècle, est obsolète.

Le gouvernement en prépare une nouvelle, qui prévoirait d'accorder aux populations locales une participation de 26 % dans les projets miniers envisagés sur leurs terres. Un niveau jugé trop élevé par les industriels.

New Delhi, 28 aout 2010

Source : Le Monde, J. Bo